



FACTVM,

POVR Damoiselle Françoise Meusnier & consors, heritiers de deffuncte Marie Bruneau leur mere, intimées & appellantes d'une Sentence renduë à S. Pierre le Moustier le 3. Fevrier 1654.

CONTRE Françoise Bachelier, vefue de feu Philippes Rignault és noms & qualitez qu'elle procede, Guillaume & Gilbert Rignault ses enfans, appellans de la saisie réelle & criées de leurs immeubles, du 30. Octobre 1655. Sentence de certification desdites criées renduë par les Presidiaux d'Auxerre le 20. Juillet 1656. & inthimez.

DEUX questions sont à juger en ce Procez; L'une qui concerne la validité de la saisie réelle, & criées faites des biens desdits Rignault à la requeste de ladite Meusnier & consors, faute de payement de la somme de six mil trois cens six liures quinze sols, portée par un Executoire de la Cour du 18. Aoust 1654. Et l'autre, l'Appel que lesdites Meusnier ont interjetté d'une Sentence renduë à S. Pierre le Moustier le 3. Fevrier 1654. En vertu de laquelle ladite vefue Rignault & les enfans pretendent compenser les sommes dont Perrette Meusnier leur est debitrice de son chef, avec son quart de ladite somme de 6306. liu. portée par ledit Executoire, au préjudice des creanciers de la succession de ladite Bruneau, de laquelle procede ledit Executoire, au moyen de la declaration qui en a esté faite à leur profit par Paul Rauisy leur beaufrere, sous le nom duquel les poursuites contre les Rignaults auoient esté faites, & suivant vne Transaction du 20. Aoust 1652.

A l'esgard de la premiere question, les Rignaults pretendent ne debuoir rien de ladite somme de 6306. liu. 15. s. pour laquelle leurs heritages ont esté saisis; Et soustiennent qu'ils en sont quittes, par le moyen des payemens qu'ils alleguent, particulièrement de la somme de 1882. liu. 15. s. que deffuncte Marie Bruneau leur mere a touchée tant du sieur de Fontenelle, que du prix de leurs bestiaux saisis és années 1645. & 48. A quoy lesdites Meusnier respondent, que quoy que la saisie réelle dont il s'agit n'ayt esté faite





qu'en vertu de leur Executoire de l'année 1654. cela n'empesche pas qu'elle ne soit creancieres de ladite vefue Rignault & de ses enfans de plusieurs autres sommes, pour lesquelles elles ont formé leur opposition ausdites criées, lesquelles debtes qui montent tant en capitaux qu'interefts à plus de quatre mil liures, sont anterieures audit Executoire de l'année 1654. Or c'est sur ces anciennes debtes que ladite Bruneau leur mere a touché ladite somme de 1882. liu. 15. s. & non sur ledit Executoire de l'année 1654. depuis lequel lesdits Rignaults n'ont rien payé; & partant vne pure chimere d'alléguer leldits payemens anterieurs.

Pour ce qui concerne la seconde question, c'est vne pure chimere d'alléguer par ladite vefue & heritiers Rignault, pour auoir main-leuée de leurs biens saisis, la compensation d'une somme de 941. liures dont ils prétendent que Perrette Meusnier l'une des intimées leur est debitrice, avec le quart de ladite somme de 6306. l. 15 s. portée par ledit Executoire, cette prétendue compensation n'estant point considerable pour empescher le cours desdites criées, pour trois raisons.

La premiere, que toutes les sommes capitales & interests, dont lesd. Rignaults sont debiteurs à la succession de lad. Bruneau, sont destinées pour le paiement des debtes passives de lad. succession, lesquels deniers ne peuvent estre diuertis par les heritiers de la defuncte, ny consommés au paiement de leur debtes particulieres, ainsi qu'il a esté conuenu par vne transaction faite entre lesd. heritiers le 20. Aoust 1652. qui porte expressément, qu'il ne sera fait aucun partage des effets de lad. succession, & que les heritiers n'en pourront rien toucher que les debtes de la succession ne soient acquittées, ainsi que la defuncte l'a ordonné par son codicile du 22. Iuillet 1650. lesquelles debtes passives montent à plus de 60000. liu. pour lesquelles tous les biens de lad. succession sont saisis, & les immeubles d'icelle en decret.

La deuxiesme, Que par effet ladite Perrette Meusnier ne peut rien esperer de la succession de sa mere, au moyen des grands aduantages qu'elle a receus de la defuncte, & des sommes notables qu'elle & son mary doiuent à la succession, les autres enfans n'estans pas obligez de souffrir que ladite Perrette Meusnier, sous pretexte qu'elle prend qualité d'heritiere pour vn quart de sa mere, payé ses debtes à leurs despens, ny que ses creanciers soient preferrez à leurs esgalemens, les Rignaults ne pouans point faire valoir leur prétendue compensation, qu'au prealable l'on ne soit certain si leur debitrice peut esperer quelque chose de la succession de sa mere.

Et la troisieme, que supposé qu'apres les debtes payées & les esgalemens faits, ladite Perrette Meusnier soit en estat de pouoir esperer quelque chose de ladite succession, cette esperance incertaine ne peut pas empescher la continuation desdites criées, ny la vente par decret des immeubles desdits Ri-



gnaults, lesquels sont saisis en vertu d'un bon Executoire, ioin & que lesdites Meusnier sont opposantes pour d'autres debtes lors de la discussion, desquelles il leur sera facile de faire voir que lesdits Rignaults leurs sont debiteurs de plus d'unze mil liures.

Ladite vefue Rignault & ses enfans fondent leur appel de ladite saisie réelle & criées.

*Primo.* Sur ce qu'ils se vantent d'avoir abandonné, tant à Paul Rauisy qu'à ladite Bruneau, tous les bestiaux qu'ils avoient fait saisir sur eux, de la valeur de cinq mil tant de liures: Mais outre, que du prix desdits bestiaux, ladite Bruneau n'en a touché par les mains du sieur de Fontenelle, que la somme de mil cinquante liures, laquelle fait partie des dix-huict cens quatre-vingts deux liures, dont est fait mention cy-dessus, les intimées ont verifié, que par vne sentence rendue en l'Electon de la Charité le 20. May 1648. Et par deux contrats posterieurs, que defunct Philippes Rignault luy-mesme a disposé desdits bestiaux & deniers saisis, tant au profit de lean Palquiant que autres, dont il a fait toucher les deniers par les creanciers.

*Secundo.* Lesdits Rignaults disent qu'il y avoit des saisies entre leurs mains, lesquelles il falloit faire lever: Mais il se void par les exploits desdites saisies, qu'elles ne sont d'aucune consideration; veu que ce ne sont que de simples empeschemens faits de la part de Paul Rauisy, lesquels ont cessé par la transaction du 20. Aoust 1652.

*Tertio.* Lesdits Rignaults fondent leur appel, sur ce qu'ils pretendent qu'il y a plusieurs nullitez dans ladite saisie réelle & criées, en ce que l'on n'a point discuté leurs meubles, que l'exploit de saisie réelle n'est point signé du Commissaire, & qu'il y a des ratures dans le procez verbal de criées: A quoy lesdites Meusnier ont satisfait par leurs responses à causes d'appel, & iustificié qu'elles ont tres-exactement observé toutes les formalitez requises, tant par la Coustume que par l'Ordonnance, pour la validité desd. criées.

Finalemēt, ladite vefue Rignault & ses enfans pour soustenir leur appel, disent que la certification desdites criées n'a pas esté valablement faite au Siege Presidial d'Auxerre: Mais ils s'abusent; car il n'y a rien à redire en la procedure faite audit Siege par ladite certification, à laquelle lesdits Juges ont deub passer outre nonobstant l'opposition desd. Rignaults, s'agissant de l'execution d'un Arrest de la Cour. En consequence duquel le certificateur en titre d'Office & l'ancien Aduocat dudit Siege par leur procez verbal de certification, apres avoir examiné toutes les procedures desd. criées, ont esté d'avis que le tout avoit esté bien & deument fait, suivant les Ordonnances & la Coustume de Nivernois, dans laquelle les heritages saisis sont situez, les Aduocats & Procureurs dudit Siege d'Auxerre n'y ayans aucun interests.

A l'égard de l'appel interjetté par lesdites Meusnier de lad. sentence du 3.



Feurier 1654. elles ont fait voir le mal-iugé d'icelle, par les raisons & moyens cy-dessus, étant certain que la compensation ordonnée par lad. sentence, ne peut avoir son effet que pour le quart de la somme de deux cens lvi dont lefd. Rignault estoient creanciers de la succession de lad. Bruneau, comme cessionnaire d'Eme Bougault, & non pour les debtes particulieres de lad. Perrette Meusnier, laquelle ne peut rien pretendre dans les effets de la succession de sa mere, que toutes les debtes passives de lad. succession ne soient acquittées, & les coheritiers satisfaites de leurs esgalemens.

*Monsieur LAISNE', Rapporteur.*

*Dieneufil de* 